

AN: EDA
 Telegrammdienst
 3003 Bern

Referenzen und Initialen

i.A.22.14.7.3. - NS/sm

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja Nein

Priorität

Norm. Dring. Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Presse et Info

Seite-Nr.

1

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
wochentx					

Wochentelex 39/85 V e r t r a u l i c h

Entretiens Secrétaire d'Etat Brunner (BRE) avec son collègue yougoslave Loncar (L), Belgrade, 16/17.9.1985:

1. Affaires bilatérales: Importance de communauté yougoslave rend certains problèmes inévitables. Nombre de questions sociales ont déjà été réglées par voie d'accords. Police suisse surveille de près opposants du Kosovo, et est en mesure de les contrôler seule, comme prouvé ces derniers temps. Opinion publique suisse se désintéresse de ces groupes. L souhaite rencontre Ministres responsables question de sécurité. DFAE sondera à nouveau DFJP à ce sujet.
2. L est conscient des règles suivies sur double-nationalité, nous prie néanmoins faire preuve moins d'intransigeance sur renonciation à nationalité yougoslave. L demande compréhension pour nécessité des Yougoslaves de bénéficier de vie culturelle dans clubs, mais en appelle en revanche à contrôle strict des activités anti-yougoslaves, tout en reconnaissant progrès en ce domaine.
3. Deux parties d'accord de mettre sur pied contacts entre responsables juridiques pour discuter mise à jour traité d'extradition pénale, accord consulaire et d'établissement, et éventualité accord d'entraide administrative en circulation routière et entraide judiciaire civile et pénale.
4. L nous remercie représentation intérêts au Maroc, et demande

Letzte
 Zeile

Datum:

23.9.1985

Visum:

Tel. intern

30 66

Dodis



EDF
 Telegrammdienst
 3003 Bern

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja Nein

Priorität

Norm. Dring. Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

2

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

conseil et aide pour résoudre question biens du Roi Alexandre déposés en Suisse. Nous verrons comment conseiller, et attirons attention sur cas double-national emprisonné Peric, dont L prend bonne note. MAE Dizdarevic invité à Berne début 1986.

5. Questions financières: Suisse continuera rôle coordinateur si tous Etats concernés d'accord. Entente Yougoslavie-banques privées est élément positif. Démarches yougoslaves sont nécessaires à niveau politique, s'ils veulent négociations en deux étapes, à Genève puis ultérieurement Club de Paris. Yougoslavie demeure très attachée au rôle très utile de coordination suisse. E.c.q.c. relations bilatérales, 7 o/o d'intérêt proposés par Suisse sont pas en avant permettant de conclure prochainement.

6. Questions internationales: Selon BRE, c'était erreur soviétique que d'interrompre discussions. Prochain sommet de Genève est début d'un processus nécessaire pour rétablir confiance érodée depuis 10 ans. Regrettons publicité qui rend négociation difficile. SDI semble irréversible. Crises régionales sont exacerbées par tension Est-Ouest, imagination manque pour les résoudre. Soviétiques sous-estiment importance droits de l'homme pour Occident.

7. L d'accord sur l'ensemble. USA sous-estiment également réalité soviétique. Pour innover, Gorbatchev doit consolider sa position et ne peut céder sur substance face à Occident. Droits de l'homme dépendent d'amélioration des relations internationales et leur stabilité.

8. BRE souligne que stabilité ne peut découler de régime répressif.

Datum:

Visum:

Tel. intern

An: EDA
 Telegrammdienst
 3003 Bern

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert Priorität Faktura Text erg. F.I.
 Ja Nein Norm. Dring. Flash

Absender _____ Seite-Nr. 3

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

Certain degré de tolérance face à changements nécessaire pour stabilité. Détente vide de sens si elle aboutit régulièrement à retour en arrière imposé par URSS à ses alliés.

9. CSCE doit demeurer un lien d'action. Voulons document opératif à CDE. Dans passage qui mentionnera non-recours à la force, exigerons que tous principes, droits de l'homme compris, y figurent. N + N ne doivent présenter document que si sûrs qu'il peut constituer base solide pour négociation finale. Moment opportun serait éventuellement lendemain du Sommet. L partage cette manière de voir sur le timing.

10. BRE expose stade actuel d'Eureka. L constate que fossé technologique entre pays développés et groupe des 77 s'élargit. Il demeure intéressé à être informé par notre biais du développement de SDI et Eureka. BRE promet de le faire via Ambassade Belgrade.

11. Amb. Jasic, chef délégation yougoslave au sommet Non-alignés à Luanda, présente jugement d'ensemble positif sur conférence où tous étaient présents, et où courants extrêmes n'ont pas eu gain de cause. L'appel principal en direction pays développés est dialogue, non confrontation. Présidence du Zimbabwe doit attirer attention sur problème d'Afrique du Sud.

12. Appréciations sur foyers de crise - Moyen-Orient, Amérique centrale, Cambodge, Afghanistan - très similaires. Yougoslavie attend des pays occidentaux pressions sur Afrique du Sud. BRE met en garde contre pressions malhabiles qui exacerberaient minorité blanche forte et obstinée. Là, comme ailleurs, dialogue est plus efficace que sanctions pour éviter tragédie.

Letzte Zeile

34 150 610 248/5

Datum: _____	Visum: _____
Tel. intern _____	

An: EDA
Telegrammdienst
3003 Bern

Referenzen und Initialen

[Empty box for references and initials]

Adresse (für Telex an Dritte)

[Empty box for address]

Chiffriert Priorität Faktura Text erg. F.I.
 Ja Nein Norm. Dring. Flash

Absender Seite-Nr.

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

C S C E, Forum culturel de Budapest:

Des consultations ont eu lieu le 21 septembre avec l'Ambassadeur Stobel, chef de la délégation américaine au Forum culturel, à la résidence de l'Ambassadeur Hegner, à Genève, et en présence du chef de la délégation suisse, Mme Jeanne Hersch. A la suite de ces entretiens, on constate une large identité de vues entre la Suisse et les Etats-Unis, sur toutes les questions essentielles, notamment:

- le document final éventuel: celui-ci doit aboutir à un nombre suffisant de recommandations concrètes afin d'être crédible. Dans le cas contraire, les Américains préfèrent, comme nous, l'absence de document,

- les groupes de travail et leur fonctionnement (pas de rapporteurs au sein des groupes, assurer leur caractère de libre discussion pour une procédure légère).

Les Etats-Unis, dont la délégation comprendra environ 25 personnalités culturelles se préparent à présenter quelque 13 propositions axées essentiellement sur les droits individuels et la liberté de circulation. En définitive, c'est une délégation bien préparée et nombreuse qui aborde le Forum sans excès d'optimisme quant à ses résultats.

letzte Zeile

84 150 000 24/9/85

Datum:
Tel. intern:

Visum:

AN: EDA
Telegrammdienst
3003 Bern

Referenzen und Initialen

Empty box for references and initials.

Adresse (für Telex an Dritte)

Empty box for address (for telex to third parties).

Chiffriert

Ja Nein

Ja Nein

Priorität

Norm. Dring. Flash

Norm. Dring. Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Empty box for sender name.

Seite-Nr.

5

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Erfolgreicher Abschluss der Konferenz zur Ueberpruefung des Atomsperrvertrages: die dritte Ueberpruefungskonferenz ist mit der einstimmigen Verabschiedung eines umfassenden Schlussdokumentes am 21. September erfolgreich zu Ende gegangen. Das Zustandekommen des Konsenses war sehr schwierig; die letzte umstrittene Frage, die irakischen Angriffe auf iranische Nuklearanlagen, konnte nach einer muehevollen Nachtsession erst bei Tagesanbruch geloest werden. Abgesehen davon bildeten nach dem erfolgreichen Abschluss der Kommissionsarbeiten (vgl. Wochentelex vom 9.9.) die Forderung der Gruppe der Nichtgebundenen und Neutralen (ohne die Schweiz) nach einem umfassenden Teststoppabkommen und nach Abbruch jeglicher Zusammenarbeit im Nuklearbereich mit Israel und Suedafrika, sowie ein irakischer Resolutionsentwurf gegen Israel mit einem Katalog von Vorbedingungen zur Wiedergutmachung der Schaeden, welche durch die Bombardierung des Tamuz-Reaktors 1981 verursacht worden sind, Gegenstand von langwierigen Verhandlungen. Erst als die USA in der Frage des umfassenden Teststoppabkommens nachgegeben hatten, liess sich die Gruppe der N+N zu einer gemaessigten, fuer die westlichen Staaten akzeptablen Formulierung in der Israel- und Suedafrika-Frage ueberreden.

Die Konferenz hat gezeigt, dass sich der Atomsperrvertrag, dem 128 Staaten beigetreten sind, trotz seiner Schwaechen als Eckpfeiler des internationalen Nonproliferationsregimes behauptet und bewahrt hat. Sein Hauptziel, die Verhinderung der Entstehung neuer Kern-

Letzte Zeile

B4 150 000 24005

Datum:

Visum:

Tel. intern

An: EDA
Telegrammdienst
3003 Bern

Referenzen und Initialen

[Empty box for references and initials]

Adresse (für Telex an Dritte)

[Empty box for address]

Chiffriert

Ja Nein

Priorität

Norm. Dring. Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

[Empty box for sender]

Seite-Nr.

6

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
[Empty]	[Empty]	[Empty]	[Empty]	[Empty]	[Empty]

waffenstaaten, ist anerkanntermassen erreicht worden. Unbestritten ist seine Bedeutung fuer die internationale Zusammenarbeit im Bereich der friedlichen Nutzung der Kernenergie, auch wenn Schwierigkeiten vorhanden sind.

Im Mittelpunkt der Konferenz stand Artikel VI, der von den Vertragsparteien Anstrengungen im Bereich der nuklearen Ruestungsbeschraenkung und Abruestung verlangt. Mit der Aufforderung an die Kernwaffenstaaten, noch in diesem Jahr Verhandlungen zum Abschluss eines umfassenden Teststoppabkommens aufzunehmen, wird die Bedeutung von konkreten Fortschritten in diesem Bereich nur unterstrichen. Von der Erfuellung dieser Forderung duerfte der Erfolg oder Misserfolg der naechsten Konferenz in fuenf Jahren und darueberhinaus das Weiterbestehen des Vertrages, dessen Geltungsfrist 1995 ablaeuft, abhaengen. (Weitere Einzelheiten siehe 2. Teil)

Brunner

NNNN

Letzte Zeile

Datum:

Visum:

Tel. intern

Teil II

48. Sitzung des Exekutivkomitees in Sondersession (CESS) vom 16./17. September. Schweiz. Delegation geleitet von Staatssekretär Sommaruga. Treffen war Gedankenaustausch über Wirtschafts- und Finanzlage sowie den Aussichten der neuen GATT-Runde gewidmet.

1. Situation économique générale:

Selon Secrétaire général Pays, "Perspectives économiques" publiées par OCDE en juin dernier demeurent valables. Seuls changements intervenus depuis sont: ralentissement plus accentué d'activité américaine, croissance allemande plus dynamique et baisse du dollar plus rapide.

a) Perspectives de croissance

Majorité reconnaît importance capitale de situation économique américaine tant pour USA que pour reste du monde et constate que croissance américaine est descendue à taux plus faible. Accélération doit donc se faire ailleurs. Amélioration de flexibilité des économies pourrait ne pas suffire à relancer croissance. C'est pourquoi certains se demandent si stimulation de demande ne devrait pas être prise au sérieux à condition de n'exploiter que marges de manoeuvre permises par politiques rigoureuses, donc sans recourir à mesures de type keynésien. Incertitudes provoquées par nombreux déséquilibres (déficits budgétaires et extérieurs, niveau des taux d'intérêt, taux de change, protectionnismes divers, chômage) font peser menaces sur situation économique et rendent plus urgentes et plus nécessaires actions décidées par Ministres lors du Conseil d'avril 1985.

b) Perspectives sur marchés des changes

Déséquilibres américains ont pu être financés par recours aux emprunts sur marchés des capitaux, importations de capitaux ayant absorbé un tiers d'épargne réalisée hors des Etats-Unis. Ainsi taux d'intérêt ont pu être réduits, alors que dollar s'appréciait considérablement. Accent a été mis sur augmentation de qualité des politiques économiques ainsi que leur compatibilité.

c) Endettement international

Après accalmie en 1984, situation des pays endettés s'est considérablement détériorée en raison notamment du ralentissement du commerce mondial et de mesures protectionnistes, du niveau élevé du taux d'intérêt et du tarissement des flux financiers. Accent doit désormais porter davantage sur augmentation de croissance économique, ouverture des marchés et augmentation des flux financiers.

d) Echanges commerciaux et protectionnisme

Inquiétude générale a été exprimée quant à montée du protectionnisme au Congrès américain à veille du nouveau cycle de négociations du GATT.

Secrétaire d'Etat Sommaruga voit 4 risques découlant des différents déséquilibres et incertitudes: conjoncturel (récession possible), inflationniste et de hausse du taux d'intérêt (par augmentation de masse monétaire), de taux de change (chute du dollar) ainsi que protectionniste. Mesures de correction devraient se concentrer sur diminution des déficits budgétaires, baisse prudente de croissance de masse monétaire, ajustements structurels et lutte contre toute forme de protectionnisme. Quant à stimulation de demande, son impact ne serait que de courte durée, théorie de locomotive en régime de taux de changes flexibles apparaissant comme antithèse de coordination et de convergence des politiques économiques.

Situation de dette risque de s'aggraver à moyen terme. Temps nécessaire à adaptation des structures dans pays débiteurs a été sous-estimé et limites sociales et politiques ne peuvent être dépassées, en Amérique latine surtout. Stratégie d'endettement doit désormais porter accent sur financement privés et publics, rééchelonnements pluriannuels et investissements directs.

2. Handelsfragen - neue GATT-Runde:

EG-Vertreter Fielding beschrieb die bisherigen Stationen in der Diskussion der neuen Runde, die von der Gemeinschaft voll und ganz (unter Einschluss Dienstleistungen) unterstützt wird. Es gilt nun noch, Brasilien und Indien zu überzeugen und diffuse Ängste und falsche Vorstellungen punkto Dienstleistungen auszuräumen. Wir haben klare Vorstellungen zu entwickeln, was wir auf diesem Gebiet im Rahmen der neuen Runde effektiv anstreben. Die kommende Sommersession der GATT-Vertragsparteien von Ende September stellt eine Etappe im Prozess der Herbeiführung eines Grundkonsenses über die neue Runde dar. Weitere Treffen dürften nötig sein. Anlässlich der November-Session der Vertragsparteien sollte es möglich sein, ein PrepCom zu etablieren und nächstes Jahr wäre dann die neue Runde mit einer Ministerkonferenz tatsächlich zu beginnen. Für die U.S. Administration gibt es zwei Ziele: die neue Runde effektiv zu lancieren und dem protektionistischen Druck im Kongress standzuhalten. In letztgenannter Hinsicht stehen die Aussichten nicht allzu gut (Jenkins Bill über Begrenzung der Textilimporte steht vor Verabschiedung). Die neue Runde ist dringend, um den Abwehrkampf der Administration nachhaltig zu unterstützen. Die November-Session der Vertragsparteien ist die letzte Chance, ein PrepCom zu schaffen. Japan unterstützt die Sondersession und einen baldigen Start der neuen Runde, die 5 bis 8 Jahre in Anspruch nehmen könnte. Bei den Dienstleistungen wäre evtl. ein Kompromiss mit den Entwicklungsländern anzustreben, um dieses Hindernis für die neue Runde zu beseitigen. Verabschiedet der Kongress protektionistische Vorlagen, insb. im Textilbereich, ist dies für die neue Runde ein schlechtes Omen und radikalisiert positiv eingestellte Entwicklungsländer. Sommaruga dankte dem U.S. Präsidenten für seine mutige Haltung (Schuhentscheid) und geisselte vorgesehene und für uns unakzeptable Diskriminierungen in der Jenkins Bill. Unser Land setzt sich (wie alle EFTA-Staaten in Wien im Mai) voll und ganz für die neue Runde ein. Sommaruga erläuterte nochmals unser Konzept der Strukturierung der Verhandlung in drei Teilen: die vorrangige normative, bzw. legislative Aufgabe (Anpassung geltender Regeln, wie Schutzklausel, und Regelung neuer Bereiche); die exekutive Aufgabe (klassische Verhandlung) und die Prüfung der Rahmenbedingungen im wirtschaftlichen Umfeld des Handels. Dienstleistungen gehören in die neue Runde, wobei erst nur sehr allgemeine Ziele anzustreben wären und konkrete Verhandlungen später nachfolgen würden. Schweiz hofft auch, dass Sondersession Ende September Beginn eigentlicher Vorbereitungen der neuen Runde markieren wird. Standstill und Rollback in OECD bleiben wichtig für günstiges Umfeld für neue Runde. Kanada betonte auch Notwendigkeit systemischer Verbesserungen in neuer Runde. Dienstleistungen werden auch für Entwicklungsländer immer wichtiger. Sie gehören in neue Runde. Australien plädierte für kurze Verhandlungsdauer in neuer Runde. Zusammenfassend ist die konstruktive Haltung der EG zu neuer Runde bemerkenswert wie auch die Besorgnis der U.S. Administration, im Kongress die Front gegen protektionistische Begehren nicht mehr lange halten zu können. Bei den Dienstleistungen war man allgemein für eine Klärung unserer Absichten, um den Entwicklungsländern die Angst vor dem Einschluss dieses neuen Themenkreises in die neue Runde zu nehmen. Der systemische Approach der Schweiz bezüglich der neuen Runde macht weiter seinen Weg. Bezüglich der Sondersession sind die Erwartungen

eher gedämpft. Die November-Session der Vertragsparteien wird von vielen als letzte Chance empfunden, einen Grundkonsens über die neue Runde herbeizuführen.

OECD-Handelskomitee (Schweiz vertreten durch Botschafter Blankart) tagte am 18. September gerade anschliessend an CESS und besprach Situation punkto Rollback und Perspektiven der GATT-Sondersession von Ende September, die vorgeschlagener neuer Runde gewidmet ist. Entsprechend dem Beschluss der OECD-Ministerkonferenz 1985 haben die Mitgliedstaaten bis zum 15. Oktober nationale Eingaben zu erstellen und bis zur Oecde-Ministertagung 1986 sind konkrete Rollback-Programme zu erarbeiten. Ein Tour-de-table über die Vorarbeiten der einzelnen Mitgliedländer für ihren Rollback-Beitrag ergab, dass vielerorts eine ernsthafte Prüfung im Gange ist und einiges an konkreten Rollback-Massnahmen erwogen wird, auch wenn die Erwartungen nicht zu hoch geschraubt werden dürfen. Japan verwies auf das dreijährige Marktöffnungspaket vom Sommer. Neuseeland erläuterte seine Absicht zur Liberalisierung des Einfuhrhandels. Norwegen und Schweden erinnerten an ihre Leistungen im Rahmen der 1. Phase Rollback (insb. Vorziehen des Zollabbaus der Tokio Runde). Die EG steht mitten in der Prüfung der Aktionsmöglichkeiten. Angesichts der Situation in den USA ist der Standstill (auch ein Element des handelspolitischen Aktionsprogramms der OECD-Ministerkonferenz 1985) ebenfalls sehr wichtig. Die U.S. Administration steht mitten in einem Abwehrkampf gegen die protektionistischen Tendenzen des Kongresses, so dass punkto Rollback kaum Erwartungen am Platz sind. Kanada prüft die Möglichkeiten eines Rollback-Beitrages. Auch wir nehmen einen solchen in Aussicht, obschon wir uns praktisch nichts vorzuwerfen haben. Der moderate Optimismus bezüglich des Rollback-Unternehmens kontrastierte mit der mangelnden Dezipiertheit, mit der die OECD-Mitgliedländer als GATT-Vertragsparteien die Sondersession von Ende September anzugehen scheinen. Dass man klarer wissen sollte, wie die Dienstleistungen im Rahmen der neuen Runde zu behandeln wären, war bereits am Vortag im CESS allgemein festgestellt worden. Dass bezüglich der Sondersession kein rechter Optimismus aufkommt und eine gewisse Konzeptionslosigkeit herrscht, dürfte vor allem mit der Situation im U.S. Kongress zu tun haben. Werden dort tatsächlich die protektionistischen Schleusen geöffnet, würde dies - trotz wahrscheinlichen Vetos des Präsidenten und nachfolgender Verhandlungen zwischen Verwaltung und Kongress über ein neues Handelsgesetz - die Perspektiven der neuen Runde ernsthaft kompromittieren.

Polen: Am 17. September traf Botschafter Lévy in Bern den stellvertretenden polnischen Minister für Wirtschaftsreformen. Im Zentrum des Gespräches mit Professor Sadowski, der auf Einladung der Statistisch-Volkswirtschaftlichen Gesellschaft Basel in der Schweiz weilte, stand die gegenwärtige Lage der Wirtschaft in Polen sowie die wirtschaftspolitischen Ansätze zur Ueberwindung der andauernden Krise.

Tschechoslowakei: Auf Einladung von Staatssekretär Sommaruga weilte der tschechoslowakische Aussenhandelsminister Urban vom 19.-22. September in der Schweiz. Während des Besuches wurde Minister Urban auch von Bundespräsident Furgler zu einem kurzen Gespräch empfangen. Auf dem Programm standen überdies Besprechungen mit der chemischen Industrie in Basel.

Hauptgesprächsthemen in Bern waren die wirtschaftliche Lage in beiden Ländern, insbesondere die Eckpfeiler des neuen tschechoslowakischen Fünfjahresplanes, die internationale wirtschaftliche Zusammenarbeit (GATT-Runde, COCOM-Problematik), die Beziehungen EG - RGW sowie die bilateralen Wirtschaftsbeziehungen. Zwischen den beiden Ländern bestehen gegenwärtig keine handelspolitischen Probleme. Indessen ist der Handelsverkehr in den letzten zehn Jahren real rückläufig gewesen. Im Vordergrund des Gespräches stand daher die Erörterung der Möglichkeiten zu dessen Ankurbelung. Aus den Ausführungen von Minister Urban zum kommenden Fünfjahresplan ergeben sich hierfür gute Perspektiven für die schweizerische Exportwirtschaft. Minister Urban lud sowohl Bundespräsident Furgler als auch Staatssekretär Sommaruga zu einem Besuch in der CSSR ein.

Konferenz zur Ueberprüfung des Atomsperrvertrages.
Aktivitäten der Schweizer Delegation.

Die schweizerische Delegation ist insbesondere in den drei Kommissionen aktiv beteiligt gewesen. Sie hat zu Beginn der Konferenz drei Arbeitspapiere vorgelegt mit Vorschlägen zu Artikel VI (Abrüstung), Artikel IV (friedliche Zusammenarbeit) und zur friedlichen Streit-schlichtung (vgl. Wochentelex vom 9.9.). Ihre Anliegen sind weitgehend beachtet und ins Schlussdokument der Konferenz aufgenommen worden.

Eine besondere Rolle spielte die Schweizer Delegation in der Auseinandersetzung um die "full-scope-Kontrolle". (Unterstellung aller nuklearen Aktivitäten unter IAEA-Kontrollen.) Australien, Kanada und Schweden verlangten in einem Arbeitspapier, dass die Lieferstaaten bei Lieferungen von nuklearen Gütern in Staaten, die dem Atomsperrvertrag nicht beigetreten sind, generell die full-scope-Kontrolle verlangten. Demgegenüber vertraten die BRD, Belgien und die Schweiz die Idee der lieferbezogenen Kontrolle gemäss Londoner Richtlinien, die sie in ihrer Exportpraxis anwenden. Das Ergebnis dieser schon 1980 geführten Kontroverse ist eine Kompromissformel, welche die Unterstellung aller nuklearen Aktivitäten unter IAEA-Kontrolle in Nicht-Atomsperrvertragsstaaten als anzustrebendes Ziel anerkennt, die jedoch von einer Generalisierung der full-scope-Auflage absieht.

Im Bereich der Abrüstungsfragen, die das Schwergewicht der Debatten bildeten, wehrte sich die Schweiz zusammen mit den USA, der BRD, Belgien, Ungarn und Neu-Seeland gegen die Verurteilung einzelner Schwel-lenmächte und den Versuch der N+N, die Kernwaffenstaaten wegen ihrer Zusammenarbeit mit Südafrika und Israel der Nichterfüllung ihrer Ver-tragsverpflichtungen anzuklagen.

Brunner.

1.A.22.14.7.3. - NS/sm

Interne VerteilerlisteBetrifft:

Wochentelex

39/85

VERTRAULICH

Bundesrat Aubert		CFA
Sekretäre Chef EDA	Herr Jaccard Herr Erard	JL ER
Politischer Direktor	Botschafter Brunner	BRE
Chef Sekretariat pol. Direktor	Herr Loréтан	LR
Koordination und Planung	Herr Schaller	SRU
Sekretariat pol. Direktor	Frl. Chollet	W 156
Rechtsberater	Botschafter Monnier	MX
Protokoll	Botschafter Manz Herr Barbey	MA BAC
Politisches Sekretariat	Botschafter Ritter Herr Wyss	RR WS
Politischer Dokumentationsdienst	Herr Schmalz	SZ
Kanzlei politisches Sekretariat		W 338
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Faillettaz Herr Faivet	FA FB
Politische Direktion		
Politische Abteilung I	Botschafter Pianca Herr Fetscherin Herr Faessler Herr de Dardel	PIA FN FCH DJ
Politische Abteilung II	Botschafter Wipfli Herr Boillat Herr Strauch	WIP BA STH
Sektion für konsularischen Schutz	Herr Wyttenbach	WH
Auslandschweizerangelegenheiten	Minister Leippert	LT
Fremde Interessen	Herr Ghisler Kanzlei	GH Ei 101
Direktion für internat. Organisat.	Botschafter Muheim Minister Uhl Minister Staehelin	MF UL ?
Sektion Vereinte Nationen und internat. Organisationen	Herr von Graffenried	GV

Sektion internationale wissenschaftliche Angelegenheiten	Herr Creola	CRE
Sektion für kulturelle und UNESCO-Angelegenheiten	Herr Luciri	LC
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Herr Theurillat	TB
Information über UNO-Angelegenheiten	Herr Bucher	BUJ
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Stettler Minister Reimann	KT STR REI
Sektion Völkerrecht	Herr Imhof	IH
Sektion Entschädigungsabkommen	Frau Pauli	PS
Sektion Staatsverträge	Herr Rubin	RC
Sektion Landesgrenze und Nachbarrecht	Herr Dubois	DS
Sektion Verkehr	Herr Hulliger	HG
Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger	Basel
Generalsekretariat	Botschafter Wermuth Herr Indermühle Herr Baumgartner Herr Ruf Herr Bodenmüller	WER IND BAG RG BOD
Sektion Rekrutierung und Ausbildung des Personals		
Personalsektion	Herr Kaiser/Herr Reich	KA/RE
Sektion Bezüge und Zulagen	Herr Killias	KC
Verwaltungsinspektorat und konsularische Angelegenheiten	Herr Sunier	SQ
Kuriersektion	Herr Scheurer	SR
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe	Botschafter Staehelin	SFR
Stellvertretender Direktor	Herr Wilhelm	WM
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland	Herr Blaser	BL
Vizedirektor	Herr Giovannini	GI
Vizedirektor	Herr Högger	HL
Informationsdienst	Herr Leuzinger	LP
Multilaterale Angelegenheiten	Herr	
Sektion Internationale Hilfswerke	Herr von Muralt	MD
Integrationsbüro EDA/EVD	Minister Kellenberger	Ke

1 Ex. Délégation suisse près l'AELE, 1 Ex. Mission permanente, Genève
35 Ex. BAWI, Büro 81, Bundeshaus Ost (vom Wochentelex nur 31 Ex.)

(vom Wochentelex 1 Ex. an Raymond Probst, a. Staatssekretär,
Brunnadernstr. 76, 3006 Bern)

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

Bern, den

23. September 1985

Informations- und Pressedienst

1.A.22.14.7.3. - NS/sm

V E R S A N D L I S T E

Betrifft:

Wochentelex 39/85

VERTRAULICH

DIPLOMATISCHE VERTRETUNGEN

Abidjan	Dublin	New York / UNO
Abu Dhabi	Guatemala	Oslo
Addis Abeba	Hanoi	Ottawa
Akkra	Harare	Panama
Algier	Havanna	Panmunjom
Amman	Helsinki	Paris
Ankara	Islamabad	Paris / OECD
Asuncion	Jakarta	Paris / UNESCO
Athen	Kairo	Prag
Bagdad	Khartoum	Pretoria
Bangkok	Kigali	Quito
Beijing	Kinshasa	Rabat
Beirut	Kopenhagen	Riad
Belgrad	Kuala Lumpur	Rom
Berlin DDR	Kuwait	San José
Bogota	Lagos	Santiago de Chile
Bonn	La Paz	Singapur
Brasilia	Lima	Sofia
Brüssel	Lissabon	Stockholm
Brüssel / Mission	London	Strassburg / Europarat
Budapest	Luanda	Söul
Buenos Aires	Luxembourg	Tananarive
Bukarest	Madrid	Teheran + Fremde Inter.
Canberra	Manila	Tel-Aviv
Caracas	Maputo	Tokio
Colombo	Mexico	Tripolis
Conakry	Monrovia	Tunis
Dakar	Montevideo	Warschau
Damaskus	Moskau	Washington
Dar es Salaam	Nairobi	Wellington
Den Haag	New Delhi	Wien
Dhaka		Yaoundé

GENERALKONSULATE:

Hong Kong
Mailand
München
New York
Frankfurt

Genf / IO

97 Vertretungen
+ 5 Generalkonsulate

102 total

=====

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN
Informations- und Pressedienst

Bern, den 23. September 1985
VERTRAULICH

i.A.22.14.7.3. - NS/sm

T E L E G R A M M (CH)

Hochentelex 39/85

VERTRAULICH

a) an die diplomatischen Vertretungen in:

- | | | |
|-----------------------|-----------------------|--------------|
| - Ankara | | - Peking |
| - Bagdad | - Lissabon | - Prag |
| - Bangkok | - London | - Pretoria |
| - Brasilia | - Luxemburg | - Rabat |
| - Brüssel | - Madrid | - Riad |
| (Botschaft + Mission) | - Mexiko | - Rom |
| - Budapest | - Moskau | - Santiago |
| - Buenos Aires | - Nairobi | - Stockholm |
| - Canberra | - New Delhi | - Teheran |
| - Caracas | - New York/Swissobser | - Tel Aviv |
| - Dar es Salaam | - Ottawa | - Tokio |
| - Den Haag | - Oslo | - Warschau |
| - Dublin | - Paris (auch OECD) | - Washington |
| - Helsinki | | - Wien |
| - Jakarta | | |
| - Kairo | | |

b) mit Kurier an alle übrigen diplomatischen Vertretungen sowie an die Generalkonsulate Hong Kong, New York, Mailand, München und auch an die Delegation in Panmunjom.

c) an die Direktionen, Abteilungen und Dienste der Zentrale zur Information.

d) an das Bundesamt für Aussenwirtschaft (BAWI) und das Integrationsbüro des EDA/EVD.